

## Election Présidentielle Ivoirienne De 2015: Le Poids De La Crise Post-Électorale De 2010/2011

Par Adolphe Blé KESSE

Enseignant-chercheur à l'Université Péléforo

Gon Coulibaly de Korhogo (Côte d'Ivoire)

Ph.D Science politique

Diplômé de l'Université du Québec à Montréal (UQAM)

### Abstract

*This article is about the presidential election on October 25, 2015 in Côte d'Ivoire. It tries to understand three realities that marked this election: the low participation rate in the south of the country, the massive vote in favor of the outgoing President Alassane Ouattara, and the acceptance of the results by the candidate of the Ivorian Popular Front (FPI) Affi N'Guessan despite proven irregularities. The article fits into the approach of "historical trauma" revalued, is based on the official figures of the election results and investigation data to show that the 2015 presidential election was marked by the weight of the post-electoral crisis that Côte d'Ivoire has experienced in 2010/2011, mobilizing an electoral behavior of resignation of people in the South of and the opposition FPI.*

### Introduction

L'objet de cet article est l'élection présidentielle du 25 octobre 2015 en Côte d'Ivoire. Il a été suscité par trois questions que soulève le tableau des résultats de l'élection: pourquoi le taux de participation est plutôt faible dans le Sud du pays, contrairement à celui de la présidentielle de 2010? Pourquoi le vote massif en faveur du Président sortant<sup>1</sup> dans toutes les régions, à l'exception de celle de son adversaire principal, Affi N'guessan du Front populaire ivoirien (FPI)<sup>2</sup>, alors même que les suffrages obtenus ne traduisent pas une avancée fondamentale par rapport à son score du deuxième tour à l'élection présidentielle de 2010? Pourquoi le FPI a, malgré des irrégularités avérées, accepté sa défaite et a félicité le vainqueur? L'article se propose de comprendre ces trois réalités en les rapportant à la crise post-électorale de 2010/2011 comme une contribution à la science électorale africaniste. L'étude est organisée en cinq points. Les deux premiers posent les jalons méthodologiques et théoriques. Les trois derniers points tentent de démontrer l'hypothèse formulée.

### I. Problématique, hypothèse et cadre méthodologique

L'analyse électorale en Afrique a connu un regain d'intérêt et une dynamique épistémologique nouvelle à partir de 1990. Le contexte nouveau de la transition vers la démocratie dans les Etats africains subsahariens justifiait ce renouvellement. Les recherches ont débordé l'analyse en termes des caractéristiques des élections par vague historique de Wisman<sup>3</sup> pour s'intéresser aux ressorts explicatifs du comportement électorale. Trois modèles ont dominé l'explication dans ce domaine avant d'être revisités : l'approche du « vote de solidarité » celle du vote comme « rite » et le modèle du vote « théâtral ».

Les tenants<sup>4</sup> du « vote de solidarité » considèrent que le choix de vote dépend des caractéristiques sociologiques du groupe social auquel l'on appartient. Ce serait les sentiments de solidarité et non le calcul rationnel d'un électeur qui conditionne le vote. Dans cette configuration le choix exprimé lors d'un scrutin a pour fonction de renforcer les liens de solidarités anciennes. Le modèle du vote comme « rite », de son côté, postule que le geste électorale est un moyen de promotion d'une opinion. Il permet de déterminer la nature du jugement qui s'attache à cette opinion. Les élections du début des années 1990 en Afrique noire se seraient caractérisées par le souci de l'intégration nationale, l'exaltation de l'identité citoyenne, puis comme espace offrant la possibilité du choix du comportement électorale tout en opérant une différenciation identitaire<sup>5</sup>. L'élection ayant alors pour fonction de renforcer la solidarité à Travers un dispositif lexical particulier, faisant du vote l'expression d'un « rite social ». Enfin, pour les auteurs du modèle du vote « théâtral »<sup>6</sup>, les électeurs africains seraient des acteurs passifs, impuissants à modifier l'issue des élections sinon qu'à accompagner des résultats connus d'avance. Il n'y a pas de place pour la liberté du sujet-électeur rationnel.

<sup>1</sup> Le Président sortant est M. Alassane Ouattara, parvenu au pouvoir en avril 2011 après quatre mois de guerre post-électorale provoquée par la revendication de la victoire par lui et l'ex-président Laurent Gbagbo.

<sup>2</sup> Parti de Laurent Gbagbo, profondément divisé par une crise interne de succession au leader charismatique incarcéré à la Cour pénale internationale (CPI). C'est la tendance du Président de ce parti, Affi N'guessan qui a participé au scrutin de 2015. L'autre tendance dirigée par l'ancien ministre des Affaires étrangères de Laurent Gbagbo, Aboudrahamane Sangaré avait lancé un mot d'ordre de boycott du scrutin.

<sup>3</sup> Wisman, J-A, « Early Post-democratization Election in Africa », *Electoral Studies*, vol.11, no.4, décembre 1993, pp.279-291

<sup>4</sup> Voir notamment les auteurs qui ont travaillé sur le champ camerounais, Sindjoun, Luc, « Le paradigme de la compétition électorale dans la vie politique : entre tradition et monopole politique, Etat parlementaire et Etat seigneurial », dans Sindjoun Luc, dir., *La révolution passive au Cameroun : Etat, Société et changement*, Karthala-CODESRIA, 2000, pp.269-329 ; Menthong, H.L, « Vote et communautarisme au Cameroun », *Politique africaine*, no.69, pp.40-41

<sup>5</sup> Lire notamment, Hisman, A.O, *Définition et prise de parole*, Paris, Fayard, 1995

<sup>6</sup> Notamment Achille Mbembe, « Crise de légitimité, restauration autoritaire et déliquescence de l'Etat », dans *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*, Paris, Karthala, 1993, pp. 334-374

Le vote ne servirait qu'à renforcer le pouvoir d'un autocrate. Quelles que soient les variantes mises en avant, les trois grands modèles explicatifs du vote en Afrique subsaharienne depuis 1990 soulignent une même réalité. Cette réalité est que dans cette partie du monde le vote relève d'un *nous* collectif porteur d'une vérité communautaire fixe, enchâssée dans un moule émotionnel qui dérouté la raison critique.

Les critiques de ces schémas explicatifs du vote sont aussi pertinentes qu'elles constituent une réelle réévaluation épistémologique de la réalité considérée. Malheureusement, nous semble-t-il, elles aboutissent finalement à un comparatisme qui finit par desservir la recherche dans le domaine plus qu'elle ne l'enrichit. Les auteurs de la réévaluation cherchent, en effet, sans y parvenir totalement à « déterminer les conditions de la rationalité du choix individuel, la nature des rôles politiques et la relation entre citoyens et hommes politiques, puis enfin, le fondement des distinctions entre identités politiques ». <sup>7</sup> La démarche conduit à la thèse des « élections comme les autres » <sup>8</sup>, « les autres » étant les élections dans les démocraties occidentales. Suffit-il de dire que ce qui se passe dans les élections en Afrique subsaharienne se passe *aussi* ou s'est passé *aussi* dans les systèmes politiques démocratiques occidentaux? Quel est l'avantage axiologique d'un tel alignement? Sinon qu'une « inversion de problématique », comme le souligne Conaghan, pour mettre en relief l'étude des représentations symboliques généralisantes? <sup>9</sup> Ce comparatisme ne vient-il pas brouiller les conditions historiques particulières de production du comportement de l'électeur africain? Quelle que soit la durée de cette histoire, il paraît pertinent de comprendre les gestes électoraux en Afrique dans leur historicité propre; non pas sous un mode culturaliste ni dans un alignement appauvri sur « les autres ».

La science électorale africaniste pourrait s'enrichir des effets conjugués des conflits armés que connaissent plusieurs Etats d'Afrique, et qui affectent l'espace électoral. Les comportements électoraux de populations qui ont vécu un traumatisme profond suite à une guerre, qui en portent les résidus et stigmates psychologiques peuvent faire démentir, d'une certaine manière, les paradigmes hégémoniques. Apparaissent dès lors, des éléments structurellement nouveaux qui permettent de dévoiler l'intelligibilité de l'élection présidentielle de 2015 en Côte d'Ivoire. Cette élection, nous le verrons, semble avoir été celle de la conjuration du malheur. Il est donc possible de démontrer, et c'est notre hypothèse, que *l'élection présidentielle de 2015 a été marquée par la persistance des résidus de la crise post-électorale que la Côte d'Ivoire a connue en 2010/2011 en mobilisant un comportement électoral de résignation des populations du Sud, et de l'opposition.*

L'étude s'appuie sur les résultats officiels de l'élection fournis par la Commission électorale indépendante (CEI), confirmés par le Conseil constitutionnel. Ces résultats sont les taux de participation par région, les suffrages obtenus par les deux principaux candidats en comparaison avec les résultats du deuxième tour de la présidentielle de 2010 qui correspond globalement à la confrontation FPI/RHDP en 2015. Enfin, l'étude se fonde sur les résultats des enquêtes menées auprès de plusieurs électeurs de statut social divers dans des régions du Sud de la Côte d'Ivoire et du Nord, des agents de la CEI, de responsables politiques du FPI et du RHDP, auprès de certains intellectuels, et de quelques autorités administratives du corps préfectoral à l'Ouest. Dans sa première phase, l'enquête s'est déroulée entre juillet et décembre 2015, soit trois mois avant et deux mois après le scrutin, c'est-à-dire entre le moment où l'anxiété pré-électorale au sein de la population est forte et le moment où le soulagement collectif d'avoir évité une autre guerre post-électorale est visible. Elle s'est cependant poursuivie tout le temps de la rédaction de ce travail, pour une meilleure appréciation de la réalité étudiée. Pour des raisons pratiques et de comparaison, la réflexion ne concerne que les candidats des deux principaux blocs politiques ivoiriens : Alassane Ouattara du RDHP et Afi N'guessan du FPI. Ce sont ces deux blocs qui se sont affrontés au deuxième tour de la présidentielle de 2010 qui a débouché sur la guerre post-électorale. Ce sont encore ces deux blocs qui structurent principalement la vie politique en Côte d'Ivoire.

## **II. Comportement électoral de résignation dans le Sud de la Côte d'Ivoire: une réactualisation du modèle du « traumatisme historique » au présent**

Paul Bois est certainement l'ancêtre de l'analyse du vote par le « traumatisme historique ». <sup>10</sup> En 1960, s'inscrivant dans les débats sur les modèles « écologiques », Bois souligne la nécessité de prendre en compte les événements du passé pour comprendre les choix électoraux. En étudiant le département de Sarthe en France entre 1800 et 1950, il veut savoir pourquoi les cantons Catholiques de l'Est votent plutôt à droite, et les cantons non chrétiens du Sud-est votent à gauche, alors que la nature du sol, la structure de l'habitat ainsi que la forme de la propriété foncière sont globalement les mêmes. Sa quête le conduit à trouver dans la Révolution française l'évènement « traumatique » à l'origine du clivage politique entre Catholiques et non Catholiques. Ce serait les réactions différenciées des populations de Sarthe au « traumatisme » de la Révolution, qui contribuent à structurer durablement les comportements électoraux. Ainsi, les préférences électorales ne sont compréhensibles qu'en rapport avec la mémoire d'une configuration historique singulière.

L'articulation du comportement électoral avec les événements traumatiques du passé conserve sa valeur heuristique. Mais la perspective de Paul Bois paraît périlleuse. En inscrivant l'explication du comportement électoral dans une histoire longue, il se pose le problème de la transmission de la mémoire historique d'une révolution française dont il n'y a pas de témoins qui peuvent être interrogés. Cette difficulté déjà soulignée par Eric Savarèse <sup>11</sup> appelle un réexamen de l'approche.

<sup>7</sup> Engueleguele, M., « Le paradigme économique et l'analyse électorale africaniste: piste d'enrichissement ou source de nouvelles impasses? », dans *Voter en Afrique : différenciation et comparaisons*, Actes de Colloque organisé par l'AFSP Centre d'Etude d'Afrique Noire-Institut d'Etudes politiques de Bordeaux, 7-8 mars 2002.

<sup>8</sup> Quantin, Patrick, « Pour une analyse comparative des élections africaines », *Politique africaine*, no.69, pp.12-27

<sup>9</sup> Conaghan, C., « Comparative Perspectives : New Approches to Methods And Analysis, Peter Smith ed., 1995, pp. 57-69

<sup>10</sup> Bois, Paul, *Paysans de l'Ouest. Des structures économiques et sociales aux options politiques depuis l'époque révolutionnaire dans la Sarthe*, Paris, Editions de l'EHESS, 1960.

<sup>11</sup> Savarèse, Eric, « Un regard compréhensif sur le « traumatisme historique ». A propos du vote front national chez les pieds noirs », *Pole Sud*, 1/2011, no.34, pp.91-104.

On abordera ici le traumatisme au *présent*<sup>12</sup> en interrogeant le lien dynamique entre la guerre post-électorale de 2010/2011 et le comportement électoral plutôt de *résignation* des populations habitant les régions anciennement sous contrôle du régime Gbagbo, et de celui de l'opposition. Les séquelles de cette guerre peuvent conditionner des électeurs qui donnent, au présent, un sens à leur choix électoral. La *résignation* est la conséquence de la persistance des résidus de cette histoire traumatique. Elle n'est pas une attitude immuable qui ferait honneur aux paradigmes dominants de l'explication du vote. Rien n'indique que les Ivoiriens vont conserver durablement cette posture. Tout de même, il est vérifiable que la résignation d'aujourd'hui est une attitude sociopolitique qui se forge en fonction de la densification de la violence du pouvoir et de ses relais illégitimes<sup>13</sup>. Expression de la violence éprouvée, la résignation se présente sous trois formes: l'abstention, le vote de sécurité et l'acceptation de compromis des résultats par les candidats de l'opposition, surtout celui du FPI, malgré des irrégularités réelles.

L'*abstention* est la forme radicale de la résignation. Elle repose sur une attitude de ressentiment éprouvé par des populations qui estiment être les victimes<sup>14</sup> de la crise post-électorale de 2010/2011. Cette attitude même relève d'une pulsion émotionnelle forte qui insiste sur la dualité pro-Gbagbo et anti-Gbagbo<sup>15</sup> pour conclure au slogan « Gbagbo ou rien » comme construction d'un vide politique. Dans cette configuration, l'abstention est appréciée comme la preuve ultime de la majorité sociologique des pro-Gbagbo sur les anti-Gbagbo. Y travaille une dialectique antagonique de style « victimes/bourreaux », qui revitalise la mémoire récente de la guerre.

Le *vote de sécurité* ou encore *vote contradictoire*, deuxième forme de résignation, apporte une compréhension significative de la corrélation entre traumatisme post-guerre et comportement électoral. Il est l'expression de la peur des antagonismes dramatiques qui ont fini par porter Alassane Ouattara au pouvoir en avril 2011. Ce vote est psychologiquement organisé par une angoisse existentielle. Il se manifeste sous la forme d'un dilemme qui se délie de lui-même dans un choix électoral contradictoire de l'électeur traumatisé qui cherche, par le geste, à préserver sa sécurité et celle de ses proches. Le dilemme se manifeste comme suit : l'électeur s'identifie politiquement à un candidat A. voter A c'est vouloir la défaite du candidat B. De même, s'abstenir pourrait provoquer la victoire de A puisqu'on ne sait pas le choix électoral des autres électeurs. Il ne reste plus qu'à voter. Mais ne pas voter pour B expose à des risques de représailles de la part des « surveillants »<sup>16</sup> à la solde de B. Ceux-ci se retrouvent sur tout le territoire national comme l'expression de la conquête territoriale du Sud suite à la crise post-électorale. Alors, ni abstention ni vote partisan. L'électeur vote pour son « bourreaux » afin de préserver sa sécurité. Le vote devenant en soi, rien d'autre qu'une coopération obligée avec le régime pour amortir les effets de la violence subie antérieurement. Ainsi, lorsque la crise envahit l'espace électoral, le vote peut devenir un moyen de survie, du rejet des malheurs d'un passé très au présent.

La troisième et dernière modalité de résignation, c'est l'*acceptation de compromis des résultats* du vote par le FPI. Cette posture apparaît essentiellement préoccupée à s'interroger sur les conditions de la paix après la guerre post-électorale de 2010/2011. Elle relèverait dès lors d'une ontologie de l'éthique de la responsabilité politique, puisqu'elle tiendrait à la représentation même de la réalité sociopolitique où des populations sont exposées aux sentences réservées aux vaincus<sup>17</sup> de la guerre. En tenant compte de l'état de violence structurelle entretenue par le pouvoir, la résignation par l'acceptation de compromis des résultats prétend dissoudre cet état, insiste que les acteurs politiques et les citoyens ne prennent pas leurs intérêts particuliers pour unique pierre angulaire de leur action. Cette stratégie découlerait aussi de l'élément de raison contenu dans la réconciliation nationale, dont la validité ne reposerait pas sur un quelconque messianisme ou une patrimonialisation<sup>18</sup> de la vie politique, mais bien sur la socialité de tous les citoyens qui devraient chercher finalement à préserver la paix remise en cause par la guerre. D'où la nécessité de participer au jeu politique, et au scrutin présidentiel de 2015. Cette disposition tiendrait de la conscience de l'état de traumatisme dans lequel se trouvent les populations, de la volonté de ne pas les replonger dans la violence politique. Dans ces conditions, malgré les irrégularités lors du scrutin du 25 octobre 2015, le FPI ne pouvait qu'accepter la victoire du président sortant, comme une contribution au rejet des drames du passé, pour ne sans doute pas être tenu pour responsable d'une nouvelle déflagration de la société ivoirienne.

<sup>12</sup> L'avantage de cette posture épistémologique tient à ce que les acteurs et des témoins de la crise post-électorale de 2010/2011 sont vivants et peuvent être interrogés directement.

<sup>13</sup> Depuis la crise post-électorale les « dozos », chasseurs traditionnels issus des aires culturelles du Nord de la Côte d'Ivoire, et les combattants pro-Ouattara sont dispersés sur l'ensemble du territoire national. Ils assurent de manière illégale des fonctions de police, commettent toutes sortes de violence contre les populations, essentiellement celles considérées comme des partisans de l'ancien Président Laurent Gbagbo. Ces populations sont dans la hantise de l'insécurité. La presse ivoirienne témoigne de quelques atrocités commises sur les populations, notamment dans les quotidiens *Le Temps* no.2577 du 22 mars 2012, *Notre Voie* no.3884 du lundi 11 juillet 2011, *Le Nouveau Réveil* du 23 mars 2012, des ONG internationales ont dénoncé ces violations des droits de l'Homme : l'ONG American constituency of Côte d'Ivoire (ACC) dans sa déclaration rendue publique à New York le 11 mars 2012 et reprise par le quotidien ivoirien *Le Temps* no.2569 du 13 mars 2012.

<sup>14</sup> Essentiellement dans les régions pro-Gbagbo du Sud de la Côte d'Ivoire, mais pas exclusivement car bien des ressortissants des localités dans le Nord du pays ont souffert des exactions pour leur appartenance au FPI.

<sup>15</sup> Les frondeurs du FPI se considèrent comme les pro-Gbagbo, dans leur esprit sont anti-Gbagbo non seulement les tenants actuels du pouvoir, mais aussi la tendance légale du FPI dirigée par Affi N'guessan. Plus généralement tous ceux qui ont participé à l'élection présidentielle de 2015 sont considérés comme des anti-Gbagbo.

<sup>16</sup> Ce sont les partisans du pouvoir en place. Malgré le calme politique apparent et les discours politiques rassurants, dans les quartiers, villages et villes de la Côte d'Ivoire ils surveillent les gestes et mouvements des militants du FPI. Cette réalité crée une psychose de peur, qui en temps d'élection peut modifier le choix électoral de l'électeur qui ne veut plus revivre les événements de 2010/2011

<sup>17</sup> Les pro-Gbagbo et les militants du FPI sont considérés comme les vaincus de la guerre post-électorale de 2010/2011 par les tenants du pouvoir d'Abidjan. L'attitude de la justice des vainqueurs les expose à toutes les exactions que mérite leur statut, au nom du refus de l'impunité.

<sup>18</sup> Les opposants internes du Président du FPI considèrent qu'il n'est pas judicieux de participer à la vie politique en Côte d'Ivoire en absence de Laurent Gbagbo enfermé à la CPI, sinon qu'à légitimer le pouvoir illégitime, selon eux, d'Alassane Ouattara. Considéré par eux comme la clef de voute de la vie politique ivoirienne, Laurent Gbagbo rentrerait bientôt comme un messie pour sauver son peuple. Une telle position participe, à notre avis, d'une patrimonialisation de la politique.

### III. La Résignation par l'abstention

Le taux de participation nationale est de 52,87%. Il était de 81% au deuxième tour de la présidentielle de 2010. Dans les régions anciennement occupées par la rébellion de 2002, soit 12 régions sur 34<sup>19</sup>, le taux de participation le plus bas est de 60,32% dans la région du Tonkpi, extrême-Ouest du pays. Dans les autres régions que contrôlait officiellement le régime Gbagbo entre septembre 2002 et novembre 2010, le taux le plus élevé est de 66,08%, dans le Moronou, région du candidat du FPI. Mieux, le taux de participation le plus élevé dans toutes les régions du Sud qui ont subi durement la crise post-électorale de 2010/2011 est de 48,86%, soit dans le Gboklè, au centre-Ouest ; le plus bas taux étant 39% dans le Goh toujours au centre-ouest.<sup>20</sup> Si l'on considère le taux de participation département par département, il est de plus de 90% dans les départements des régions du Nord. Il est même de 100% à Gbélégban<sup>21</sup>, tandis que principalement dans le Centre-ouest (zone fortement pro-Gbagbo) ce taux tourne autour de 20%. Enfin, il varie entre 35 et 50% dans le reste du pays. Le constat est que le taux de participation est globalement faible dans le Sud du pays. Le taux relativement important de participation dans le Moronou (région du Sud), 66% se comprend par le fait qu'un fils du terroir, Affi N'guessan, est candidat. La participation nationale officielle de 52,87% doit être prise avec prudence. La Commission électorale indépendante avait initialement annoncé le chiffre de 60% avant de le revoir à la baisse. Par ailleurs, la quête à tout prix de la légitimité pousse parfois les pouvoirs africains à gonfler les chiffres de participation aux scrutins. En tout état de cause, le chiffre de 52,87% de participation, si tant est qu'il renvoie à une proportion raisonnable, ne gomme pas pour autant l'abstention tout aussi importante dans la plupart des régions du Sud « pro-Gbagbo ». Cette réalité traduit une baisse significative du taux de participation par rapport au premier et deuxième tour des élections de 2010.

Interrogeons-nous donc sur ce qui se cache derrière ces chiffres. Certains auteurs voient dans l'abstention une pathologie qui traduirait un désintérêt pour la politique<sup>22</sup>. D'autres y voient une forme de participation à la vie politique. Ici, ceux qui s'abstiennent lors de joutes électorales seraient tout autant dans le jeu politique que ceux qui prennent part effectivement au vote.<sup>23</sup> Sans doute l'abstention traduit une situation de crise. Mais cette crise ne doit pas être considérée uniquement du point de vue de la remise en question de la légitimité du pouvoir. En Afrique, l'illégitimité de la plupart des pouvoirs est telle que ce n'est pas dans une participation forte à une élection qu'il faudrait chercher la légitimité. On le sait avec le modèle du vote « théâtral » que même une forte participation à un scrutin peut consister à accompagner un dictateur. Par ailleurs, le défaut de crédibilité et l'absence de confiance des populations envers le processus électoral ne sont pas des réalités nouvelles en Afrique. Les pouvoirs politiques africains ont bien souvent organisé les élections dans l'opacité presque totale. La tendance actuelle « du coup KO » qui caractérise les élections en Afrique vient renforcer cette situation qui apparaît comme une anomalie de la démocratie.

Ce qui se joue dans l'abstention lors de la présidentielle de 2015 en Côte d'Ivoire est loin d'être l'expression d'un rejet de la politique. Au contraire, elle apparaît comme un acte hautement politique en ce qu'elle densifie le conflit entre deux blocs opposés : ceux qui se représentent « pro-Gbagbo » et ceux qui sont considérés par ces derniers comme des « anti-Gbagbo ». Dans cette perspective, il n'est pas impossible que l'abstention soit grevée par une hypothèque lourde liée à la crise postélectorale de 2010/2011: la patrimonialisation de la vie politique, par certains acteurs, qui fait de Gbagbo la centralité du politique dans ce pays en panne de réconciliation nationale. Ainsi, en absence de Gbagbo détenu à la Cour pénale internationale rien ne serait possible. Il en résulte une construction du vide politique traduisant une sorte de dépendance émotionnelle au 11 avril 2011<sup>24</sup>, dépendance exprimant ainsi la persistance des résidus de la guerre postélectorale. Cette patrimonialisation produit deux langages de l'abstention qui se rejoignent: « Gbagbo ou rien », « si on vote, Gbagbo sera condamné à la CPI ». Le premier langage est un slogan des « frondeurs » du FPI sur fond de lutte pour le contrôle de la direction du parti. Le discours d'Abou Traoré Sangaré le 6 décembre 2014 devant ses partisans est expressif de cette patrimonialisation et du vide politique qu'elle construit:

« Président Laurent Gbagbo je le confesse, j'ai failli à ma mission. Je n'ai pu être à la hauteur de la noble mission que tu m'as confiée. Ce n'est pas faute d'avoir essayé. Peut-être n'ai-je pas pu disposer des bonnes clés pour protéger le temple. A quoi peut servir encore un gardien du temple quand la confiance a déserté le temple? Et que devient-il? Une coquille vide (...). Pour avoir failli je te prie de recevoir en ce jour solennel toutes mes excuses. Dans un geste d'humilité et de repentance je me tourne vers le Président-fondateur du FPI, Laurent Gbagbo, celui-là même qui détient l'original de la clé du temple pour lui demander de reprendre la mission qu'il a bien voulu me confier (...). Avec le concours inestimable du Président Laurent Gbagbo, le parti doit libérer le Président et non se libérer de Laurent Gbagbo. »

Le deuxième langage résume les mots de l'abstention et l'état d'esprit des populations interrogées, notamment dans le grand Ouest<sup>25</sup> et dans le District d'Abidjan. Les populations de l'Ouest réclament leur « fils » qu'elles ne veulent pas voir condamné par la CPI. Elles croient que c'est en ne votant pas qu'il sera libéré. Alors que voter signifierait qu'elles ont abandonné le « fils » à son sort donnant ainsi raison à ceux qui l'ont envoyé dans « la prison des blancs ».

<sup>19</sup> L'ancien découpage administratif donnait vingt régions dont six étaient occupées par la rébellion. Dans le nouveau découpage qui donne 34 régions, ce sont maintenant douze qui étaient sous contrôle de la rébellion de 2002.

<sup>20</sup> La région administrative de Laurent Gbagbo.

<sup>21</sup> C'est le département d'origine de la mère du Président ivoirien, Alassane Ouattara.

<sup>22</sup> Lire par exemple, Braconnier, Céline et Dormagen, Jean-Yves, *La démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 2007.

<sup>23</sup> Jaffré, Jérôme et Laurent, Annie, « S'abstenir: hors du jeu ou dans le jeu politique? », In *Les cultures politiques des Français*, sous la dir. de Pierre Bréchon et Annie Laurent et Pascal Perrineau, pp.17-52, Paris, Presses de Sciences Po., 2000, pp.91-111

<sup>24</sup> C'est la date de l'arrestation de l'ancien président Laurent Gbagbo.

<sup>25</sup> Centre-ouest et l'Ouest, qui sont des régions fortement pro-Gbagbo.

La douleur ressentie de cette histoire serait si grande que toute participation aux élections en Côte d'Ivoire signifierait un déni de solidarité à Gbagbo, une trahison. En effet, les ressentiments dus au transfèrement à la CPI de l'ancien président ivoirien sont perceptibles chez une frange importante de la population au Sud du pays. Francis Akindès fait bien le constat qui l'amène à dire que « l'Ouest est encore plus déboussolé par l'absence du leader que le reste du pays. Beaucoup d'électeurs sont dans une logique de terroir, Gbagbo reste l'enfant du pays. Ils ont voté massivement pour lui en 2010 et ils ont refusé d'aller aux urnes en 2013. Dans cette logique beaucoup n'iront pas voter en 2015. »<sup>26</sup> Cette posture redessine non seulement les clivages ethnorégionaux du Nord/Sud, mais elle donne de la consistance à la patrimonialisation du « Gbagbo ou rien ». Sans lui, il ne saurait y avoir de réconciliation nationale, de participation à des joutes électorales et au dialogue avec le pouvoir. Un des partisans de première ligne de cette position, Laurent Akoun<sup>27</sup>, le dit expressément: « sans Gbagbo on ne bouge pas ». Au besoin une confrontation avec le pouvoir n'est pas à écarter, dans le creux d'un « match retour »<sup>28</sup>. On le voit, la patrimonialisation et le ressentiment construisent un vide politique dû à l'incarcération de l'ancien président Laurent Gbagbo. Et cette construction concourt à faire ressurgir la mémoire de la crise postélectorale de 2010/2011 qui en est la cause.

#### IV. La résignation par le vote de sécurité

En 2010, selon les résultats retenus, Alassane Ouattara a été élu avec la faveur de 2.483.164 électeurs, soit 54,10% des suffrages exprimés. 5.725.721 d'Ivoiriens étaient inscrits sur la liste électorale. Il a obtenu la majorité dans neuf des vingt régions administratives que comptait le pays, dont six régions contrôlées par l'ex-rébellion armée de 2002, et trois régions dans la partie gouvernementale, qui sont des zones d'influence du PDCI-RDA, membre de la coalition RHDP. En 2015, 6.300.142 électeurs sont inscrits, soit une augmentation de 574.421 nouveaux électeurs par rapport à 2010. Alassane Ouattara a obtenu 2.618.229 des suffrages exprimés, avec des taux de participation record de 80 à 100% dans des zones encore récemment occupées par la rébellion, et où le candidat au pouvoir réalise des scores avoisinant les 100%, soit 12 régions sur les 34 nouvelles du nouveau découpage administratif. Ailleurs, au Sud du pays, l'abstention importante ne veut pas dire que ceux qui ont voté sont tous partisans du RHDP ou qu'ils sont tous des pro-Ouattara. Certes, par rapport à son score de 2010, le Président ivoirien avance de 135.065 voix de plus. Mais cela n'indique pas un vote aveugle de tous les militants du RDR ou du RHDP. Il ne faut pas négliger les effets des déceptions de partisans envers leur leader dans un contexte où « l'argent travaille » mais « ne circule pas »<sup>29</sup>. La déception peut avoir des résonances en temps de vote. Les déceptions exprimées par les partisans de Ouattara à travers l'expression en malinké « Gbagbo kafissa » (Gbagbo est mieux) inclinent à penser que tous les militants et partisans d'Alassane Ouattara n'ont pas voté en 2015. Pourtant, la carte électorale présente une razzia du candidat du RHDP sur toute l'étendue du territoire national, à l'exception du Moronou, fief de son adversaire principal, Affi N'guesan. Qu'est-ce qui explique cela ?

La première explication se trouve, comme on l'a dit plus haut, dans le fort taux d'abstention dans les zones « pro-Gbagbo » au Sud du pays. Mais l'abstention n'explique pas tout, qui revitalise la mémoire de la guerre postélectorale de 2010/2011. Les électeurs au Sud ne cherchent pas seulement à créer un vide politique en ne votant pas. Ils visent aussi d'autres buts qui sont dictés par le principe de *sécurité*. L'enquête découvre que plusieurs Ivoiriens ont appréhendé la présidentielle de 2015 comme une grave menace à leur sécurité. Ce qui les aurait amené à faire un vote plutôt de sécurité en faveur d'Alassane Ouattara afin d'éviter une autre guerre liée aux élections. La relation qui existe entre le vote et la *sécurité* est illustrée par ces mots sortis des bouches des enquêtés: « on l'a voté pour être en paix », « on est fatigués de fuir en brousse », « qu'il fasse son mandat et qu'il nous laisse en paix ».

En effet, la peur d'une nouvelle guerre électorale a poussé une partie de la population à voter en faveur d'Alassane Ouattara sans qu'elle ne s'identifie politiquement à lui. L'essentiel pour elle est de vivre en paix. Sinon, autrement, on est exposé à la violence du pouvoir, exercée notamment par ses démembrements illégitimes (les dozos et autres ex-combattants) essaimés sur tout le territoire national suite à la victoire militaire des dirigeants actuels en 2011. C'est ce que nous appelons aussi *vote contradictoire* : des électeurs n'ont aucune raison politique et partisane de voter pour Alassane Ouattara, mais rationnellement l'environnement psychologique et sociologique composé de résidus de la guerre vécue les y contraint. C'est ce qui ressort de nos entretiens avec plusieurs électeurs à l'Ouest, au Centre-ouest et à Abidjan. On serait en face de la réactualisation de ce que Hermet a appelé « élection sans choix »<sup>30</sup>.

Dans ces contrées considérées comme « pro-Gbagbo », il y aurait un abandon, douloureusement ressenti, de l'Etat qui entraîne une crispation des liens sociaux entre autochtones et « étrangers »<sup>31</sup>. Cette réalité renvoie à des transformations macrosociales aigües qui se rapportent sans doute à la politique de « rattrapage ethnique » revendiquée solennellement par le Président ivoirien le 25 janvier 2012 lors d'une visite d'Etat en France<sup>32</sup>.

<sup>26</sup> Akindès, Francis, In Jeune Afrique, du 27 décembre 2015 au 10 janvier 2016

<sup>27</sup> C'est l'ancien Secrétaire général du FPI

<sup>28</sup> Certains Ivoiriens espéraient une contre-offensive militaire des forces pro-Gbagbo contre les nouveaux dirigeants

<sup>29</sup> Pour répondre aux Ivoiriens qui se plaignaient de ce que l'argent ne circule pas, le Président a affirmé dans son adresse à la nation du 31 décembre 2012 que si l'argent ne circule pas c'est parce que « l'argent travaille ».

<sup>30</sup> Hermet, G. « Les élections sans choix ? », *Revue française de science politique*, vol. XXVII, no.1, pp.103-122

<sup>31</sup> Le terme « étranger » ici correspond à l'usage local et désigne toute personne ou groupe non originaire des communautés locales, peu importe sa nationalité.

<sup>32</sup> A une question du journaliste Vincent Hugué de *L'Express* sur la promotion des cadres du Nord, le Président ivoirien a répondu: « Il s'agit d'un simple rattrapage. Sous Gbagbo, les communautés du Nord, soit 40% de la population, étaient exclus des postes de responsabilité ».

A lire certains auteurs, le « rattrapage ethnique » serait l'application pratique d'une idéologie victimaire exposée par les intellectuels du Nord dans des ouvrages.<sup>33</sup> Ce serait un « continuum de logique identitaire » s'exprimant dans le « favoritisme administratif, économique, politique et militaire à l'endroit »<sup>34</sup> des ressortissants du Nord.

Dans ce cas, et comme le laisse transparaître l'auteur du concept, le « rattrapage ethnique » est une politique de revanche des victimes supposées d'hier sur le reste du pays. On comprend, dès lors, qu'aux lendemains de la crise post-électorale le « rattrapage ethnique » conduisit à des licenciements massifs, au chômage au profit de recrutement ethnique: « Les licenciements massifs et à visée exclusionniste sont une opération minutieusement préparée. En effet, c'est à l'issue de deux recensements successifs (non justifiés jusqu'à présent) des Fonctionnaires et Agents de l'Etat (juillet-septembre 2011) que le régime Ouattara a licencié plus de 200.000 personnes indésirables au profit des Nordistes (25,22% de la population). Pour chaque ministère et chaque grande entreprise publique et parapublique, les victimes du rattrapage étaient connues à l'avance. »<sup>35</sup> La conséquence de cette pratique ségrégationniste est que plusieurs familles sont tombées dans la précarité du quotidien, la disette et le déshonneur. Et cette réalité a eu, pour certaines victimes, une résonance dans l'arène électorale de 2015. Ainsi, dans pratiquement toutes les régions du pays, des cadres laissés à la touche ont été amenés à faire campagne pour le Président-candidat afin de sauver leur poste, leur situation sociale et financière, et ainsi protéger leur famille du besoin.<sup>36</sup>

Par ailleurs, l'assaut du « rattrapage ethnique » repose « la question foncière comme un enjeu de guerre d'occupation imposée au milieu rural »<sup>37</sup>. Dans certains villages de l'Ouest, notamment, le « rattrapage ethnique » se manifeste par l'expropriation des terres des autochtones. Des plantations, des forêts sont occupées, confisquées par des « étrangers » ou des ex-combattants pro-Ouattara comme un butin de guerre. Cette nouvelle vague de colonie de plantation<sup>38</sup> correspond à de nouveaux conflits fonciers nourris par une volonté de domination sur les autochtones. Ce n'est plus seulement la rareté des terres cultivables, la pression sur la terre<sup>39</sup>, qui sont les causes de litiges fonciers. Aujourd'hui, c'est aussi ce qui apparaît comme une attitude d'hégémonisation des « étrangers », sans doute assurés de la protection du pouvoir issu de la crise postélectorale de 2010/2011, qui est pour une part importante, à la base des nouveaux conflits fonciers. De sorte que dans plusieurs villages de l'Ouest, la cohabitation pacifique entre les communautés allogènes et autochtones est devenue davantage problématique. Face à cela, l'Etat semble débordé, s'il ne se fait complice de pratiques dont lui-même se présente comme l'instigateur national à travers la légitimation du principe de « rattrapage ethnique ». Certaines autorités préfectorales, démembrées de l'Etat central, manifestent leur impuissance en rejetant parfois la responsabilité sur les autochtones, qu'ils accusent de « vendre eux-mêmes leurs terres aux étrangers »<sup>40</sup>. Cette éventualité n'est pas à écarter. Toutefois, la situation paraît bien plus complexe qu'elle n'est présentée.

Cette ambiance de processus d'hégémonisation porte à conséquence quand vient le temps de voter. La crainte de représailles et d'expropriations foncières ont pu contraindre bon nombre d'électeurs à voter pour leur sécurité comme une attitude guidée par les résidus de la guerre postélectorale de 2010/2011. Face à cette réalité, le FPI pouvait-il faire autrement que d'accepter les résultats malgré des irrégularités avérées?

## V. La résignation par l'acceptation des résultats

Il est difficile de soutenir que le scrutin du 25 octobre 2015 s'est déroulé dans des conditions démocratiques acceptables. Le slogan du « coup KO » s'accompagne du « KO institutionnel » et rend illisible la sincérité des tenants du pouvoir d'ouvrir le jeu politique de compétition transparente. A la pratique, les éléments d'irrégularité sautent aux yeux de l'observateur, même le plus distrait. Le candidat du FPI les relève mais n'en fait pas un objet de contestation des résultats lors de son point de presse du 28 octobre 2015, où il reconnaît la victoire d'Alassane Ouattara. Après avoir présenté quelques irrégularités constatées, nous tenterons une explication de la non contestation des résultats par le FPI. Les irrégularités sont nombreuses. Certaines sont plus ou moins subtiles, d'autres plus grossières. Retenons seulement quelques-unes :

- La tablette biométrique n'a pas été utilisée dans tous les bureaux de vote, soit par décision unilatérale des partisans du RHDP, soit par la non maîtrise de l'outil par les agents de la Commission électorale indépendante. Cette réalité rend peu crédible les données des résultats fournies par la CEI
- La violation du décret fixant la fermeture des bureaux de vote par un communiqué de la CEI autorisant le vote jusqu'à 19h
- L'expulsion des représentants du candidat du FPI des bureaux de vote, notamment au Nord du pays

<sup>33</sup>Séry Bailly présente cette idéologie victimaire des nordistes et la critique dans *Ne pas perdre le Nord*, Abidjan, Editions Universitaires de Côte d'Ivoire, 2005.

<sup>34</sup>Gaha Bi, Loukou et al. *Côte d'Ivoire. Le rattrapage ethnique sous Alassane Ouattara : fondements, pratiques et conséquences*, Paris, L'Harmattan, 2012, pp.25 et 39.

<sup>35</sup> Ibid., p. 125

<sup>36</sup> Certains cadres de l'administration ont affirmé, lors de nos échanges, qu'ils ont fait campagne pour Alassane Ouattara pour sauver leur poste quand bien même ils restent « pro-Gbagbo ».

<sup>37</sup>Gaha Bi, Loukou et al, Op.cit., p.126.

<sup>38</sup>Dans les travaux de Jean-Pierre Chauveau apparaissent deux premières grandes vagues de colonie de plantation, notamment dans les régions de l'Ouest de la Côte d'Ivoire: la vague après l'abolition du travail forcé, marquée par le tutorat traditionnel accordé aux « étrangers » par les autochtones, la vague du compromis houphouétien de « la terre appartient à celui qui la met en valeur » de 1961. Ces arrangements engendrent divers types de conflits à la fois intergénérationnels, familiaux et entre autochtones et « étrangers ». Lire notamment, Chauveau Jean-Pierre, « Les rapports entre générations ont une histoire. Accès à la terre et gouvernabilité locale en pays gban (Côte d'Ivoire) », *Afrique contemporaine* 2/2005 (n° 214), pp. 59-83

<sup>39</sup> Sur la question de la surcharge sur la terre comme source de conflits fonciers, lire par exemple Ousmane Dembélé, « La construction économique et politique de la catégorie « étranger » en Côte d'Ivoire », In Marc Lepape et Claudine Vidal (Eds) *Côte d'Ivoire. L'année terrible 1999-2000*, Paris, Karthala, 2002, pp. 123-171.

<sup>40</sup> C'est ce qui ressort de nos échanges avec certains membres du corps préfectoral dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire

- La pression des cadres du RHDP sur les agents de la CEI dans des bureaux de vote, faisant échos de ce que Richard Banégas appelle justement les pratiques de marchandisation du vote.<sup>41</sup>

Malgré ces faits, les résultats indiquent la victoire du candidat du RHDP. Pourquoi le FPI ne les a-t-il pas contestés? A écouter les partisans du camp Affi N'guessan, cette posture serait guidée par une grande dose de réalisme politique qui tient compte de trois réalités, au moins. D'abord, elle prend en compte le fait que la guerre post-électorale de 2010/2011 s'est soldée par la perte du pouvoir du FPI. Une nouvelle confrontation guerrière avec le régime actuel ferait courir le risque d'une disqualification définitive du parti et la possibilité de sa disparition. Alors que sa participation au jeu politique lui assurerait une certaine chance de sa reconstruction et de son repositionnement sur l'échiquier national et même international. Avec sa position de deuxième formation politique à l'issue de cette élection présidentielle, malgré le score de 9%, le jeu politique serait clarifié puisque le FPI aurait réussi à se repositionner vis-à-vis du pouvoir. Ensuite, et c'est là certainement un élément essentiel du réalisme du camp Affi N'guessan, c'est la prise en compte de l'environnement psychologique. D'une part, une frange importante de la population ivoirienne semble hostile à un retour du FPI au pouvoir, surtout qu'il dit vouloir libérer Gbagbo.<sup>42</sup> D'autre part, le traumatisme de la guerre postélectorale passée est encore vivace et la peur d'une autre guerre postélectorale était une réalité tangible au sein de la population. Contester les résultats dans un tel environnement mental serait réactualiser les ingrédients d'une nouvelle guerre; alors que les accepter exorciserait la peur de cette éventualité. Il fallait donc éviter d'associer le nom du FPI à une telle aventure, en affichant une attitude responsable envers la population. Enfin, l'acceptation des résultats malgré les irrégularités entend mettre de l'avant le compromis comme une donnée fondamentale de la politique en ce qu'il constitue une réponse d'évitement de la violence, bien souvent due aux intérêts communs divergents des acteurs politiques, et qui expose la population à la *vie nue* comme le dirait Agamben dans *Homo Sacer*.<sup>43</sup> Sont ainsi dévoilés des ressorts explicatifs de la résignation dans sa variante de l'acceptation de compromis des résultats de l'élection présidentielle de 2015 par le candidat du FPI.

### Conclusion

Il y a certainement d'autres manières d'approcher l'objet « élection présidentielle de 2015 ». Mais il serait difficile de ne pas reconnaître le poids de la crise post-électorale de 2010/2011 sur ce scrutin. Les comportements des différents segments sociopolitiques, à l'occasion de cet évènement, montrent bien la vitalité de la mémoire traumatisée par l'évènement passé, mais très récent. Il est clair que l'abstention, le vote de sécurité dans les régions de l'Ouest et l'acceptation de compromis des résultats par le FPI sont des facteurs de résignation. Attitude politique par excellence, la résignation montre bien le système de conflictualité dans la société ivoirienne. Les abstentionnistes semblent vouloir densifier le conflit en construisant un vide politique à travers la patrimonialisation de la vie politique dont Laurent Gbagbo serait la centralité, en absence de qui rien n'est possible. Beaucoup parmi ceux qui ont participé au vote dans les régions de l'Ouest ont fait un vote contradictoire pour préserver leur sécurité menacée par la recomposition sociologique avec la nouvelle vague de colonie de plantation issue de la guerre post-électorale vécue. Cette réalité ne pouvait échapper au candidat du FPI Affi N'guessan. Il semble avoir joué la carte du réalisme politique en rejetant la voie de la contestation des résultats en dépit des irrégularités réelles, afin de minimaliser le conflit, ou du moins l'inscrire dans un jeu politique où l'éthique de la responsabilité l'emporte sur l'éthique de la conviction. La première tient compte des conséquences des actions du leader politique, la deuxième joue à fond sur la poursuite des intérêts égoïstes, qui peut avoir des conséquences dramatiques, telle la guerre postélectorale de 2010/2011 qui a marqué sérieusement l'élection présidentielle du 25 octobre 2015.

### Bibliographie

- Agamben, Giorgio, *Homo Sacer. Le pouvoir souverain et la vie nue*, Paris, Seuil, 1998
- Akindès, Francis, In *Jeune Afrique*, du 27 décembre 2015 au 10 janvier 2016
- Banégas, Richard, « Marchandisation du vote, citoyenneté et consolidation démocratique au Benin », *Politique africaine*, no.69, pp. 57-87
- Bois, Paul, *Paysans de l'Ouest. Des structures économiques et sociales aux options politiques depuis l'époque révolutionnaire dans la Sarthe*, Paris, Editions de l'EHESS, 1960
- Braconnier, Céline et Dormagen, Jean-Yves, *La démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 2007
- Chauveau Jean-Pierre, « Les rapports entre générations ont une histoire. Accès à la terre et gouvernementalité locale en pays gban (Côte d'Ivoire) », *Afrique contemporaine* 2/2005 (n° 214), pp. 59-83

<sup>41</sup> Banégas, Richard, « Marchandisation du vote, citoyenneté et consolidation démocratique au Benin », *Politique africaine*, no.69, pp. 57-87

<sup>42</sup> Les populations de trois régions de la Côte d'Ivoire semblent éprouver des ressentiments vis-à-vis de l'ancien président Laurent Gbagbo: les gens du Nord estiment que Gbagbo symbolise tout le poids des obstacles à la réalisation du destin présidentiel de leur « fils » Alassane Ouattara. Pour ceux du Centre il faut y voir la vieille opposition ethno-politique qui remonte au temps de règne du premier président ivoirien Houphouët-Boigny, entre Baoulé (l'ethnie de ce dernier) et Bété (l'ethnie de Gbagbo). L'opposition farouche qu'a mené Gbagbo contre Houphouët-Boigny apparaît comme un point d'ancrage de ressentiment des peuples Baoulé du Centre contre Laurent Gbagbo; quant aux gens de l'Ouest Yacouba (Yacouba est l'ethnie du général Guéi Robert qui est arrivé au pouvoir en décembre 1999 suite à un coup d'Etat), ils considèrent que Gbagbo est responsable de la mort de leur « fils » lors de la tentative de coup d'Etat du 19 septembre 2002, et qui s'est transformée en une rébellion armée. Ces populations ne voient donc pas d'un mauvais œil que Gbagbo soit incarcéré à la CPI

<sup>43</sup> Agamben, Giorgio, *Homo Sacer. Le pouvoir souverain et la vie nue*, Paris, Seuil, 1998. Si chez l'auteur l'*Homo Sacer*, c'est l'homme qu'on pouvait tuer sans être un criminel conformément à la loi archaïque romaine, ici les populations, surtout celle considérées comme des pro-Gbagbo peuvent subir des exactions sans que les auteurs ne soient inquiétés par le pouvoir

- Conaghan, C., « Comparative Perspectives : New Approches to Methods And Analysis, Peter Smith ed., 1995, pp. 57-69
- Engueleguele, M., « Le paradigme économique et l'analyse électorale africaniste: piste d'enrichissement ou source de nouvelles impasses? », dans *Voter en Afrique : différenciation et comparaisons*, Actes de Colloque organisé par l'AFSP ? Centre d'Etude d'Afrique Noire-Institut d'Etudes politiques de Bordeaux, 7-8 mars 2002
- Gaha Bi, Loukou et al. *Côte d'Ivoire. Le rattrapage ethnique sous Alassane Ouattara: fondements, pratiques et conséquences*, Paris, L'Harmattan, 2012, pp.25 et 39.
- Hermet, G. « Les élections sans choix? », *Revue française de science politique*, vol. XXVII, no.1, pp.103-122
- Hisman, A.O, *Définition et prise de parole*, Paris, Fayard, 1995
- Jaffré, Jérôme et Laurent, Annie, « S'abstenir : hors du jeu ou dans le jeu politique ? », In *Les cultures politiques des Français*, sous la dir. de Pierre Bréchon et Annie Laurent et Pascal Perrineau, pp.17-52, Paris, Presses de Sciences Po., 2000, pp.91-111
- Mbembe, Achille, « Crise de légitimité, restauration autoritaire et déliquescence de l'Etat », dans *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*, Paris, Karthala, 1993, pp. 334-374
- Menthong, H.L, « Vote et communautarisme au Cameroun », *Politique africaine*, no.69, pp.40-41.
- Ousmane, Dembélé, « La construction économique et politique de la catégorie « étranger » en Côte d'Ivoire », In Marc Lepape et Claudine Vidal (Eds) *Cote d'Ivoire. L'année terrible 1999-2000*, Paris, Karthala, 2002, pp. 123-171.
- Quantin, Patrick, « Pour une analyse comparative des élections africaines », *Politique africaine*, no.69, pp.12-27
- Savarèse, Eric, « Un regard compréhensive sur le « traumatisme historique ». A propos du vote front national chez les pieds noirs », *Pole Sud*, 1/2011, no.34, pp.91-104.
- Séry Bailly, *Ne pas perdre le Nord*, Abidjan, Editions Universitaires de Côte d'Ivoire, 2005.
- Sindjoun, Luc, « Le paradigme de la compétition électorale dans la vie politique: entre tradition et monopole politique, Etat parlementaire et Eta seigneurial », dans Sindjoun Luc, (dir.), *La révolution passive au Cameroun: Etat, Société et changement*, Karthala-CODESRIA, 2000, pp.269-329
- Wisman, J-A, « Early Post-democratization Election in Africa », *Electoral Studies*, vol.11, no.4, décembre 1993, pp.279-291